

Session Conseil général des 24-25 sept 2012

Intervention d'Annie CHEVALDONNÉ, conseillère générale de Thiers

Groupe de la gauche solidaire.

Annie CHEVALDONNÉ - Jacquié DOUARRE--Michel GIRARD- Serge LESBRE - Bernard LESCURE-André WILS

De très nombreux sujets de préoccupation pourraient être évoqués à cette session tant la rentrée est difficile, anxiogène pour beaucoup de nos concitoyens. Les réponses ne sont sans doute pas toutes de notre compétence, cependant il est de notre devoir de relayer, d'alerter et de dénoncer ce qui nous paraît insupportable et néfaste. Le thème particulièrement important que je développerai au nom de notre groupe est celui posé par la ratification du Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance de la zone euro (TSCG pour les initiés, pour moi, le traité MERKOZY).

Le candidat HOLLANDE avait pourtant promis la renégociation du traité, un traité qui porte atteinte aux conditions essentielles d'exercice de la souveraineté nationale et un traité qui s'inscrit pleinement dans les politiques néolibérales menées par les différents gouvernements de droite depuis des années.

La ratification du traité constituerait une double erreur, d'abord politique, ensuite économique.

Politique, parce qu'il s'agirait purement et simplement d'un alignement sur les positions d'un fédéralisme autoritaire à la MERKEL – SARKOZY qui grave l'austérité dans le marbre, met sous tutelle financière les Etats et livre les peuples aux banksters.

Ce TSCG institutionnalise le fait que l'Union Européenne et notamment ses instances non élues auront désormais un droit de regard sur toutes les grandes réformes de politiques économiques. Le TSCG nous fait perdre la maîtrise de notre destin et viole les règles démocratiques, ce qui fait dire à Nicolas DOZE :« Ce document installe des radars tout au long de l'année budgétaire,

seulement le flic derrière les radars s'appelle Bruxelles ou Cour Européenne de Justice. Ce sont des acteurs supranationaux, non élus et sans légitimité démocratique ».

Après le viol du non populaire issu des urnes le 29 mai 2005 avec la ratification du traité de Lisbonne, on s'achemine vers un coup de force, un déni démocratique pour installer durablement les peuples européens dans l'austérité. Mais il faut se souvenir que François HOLLANDE avait approuvé le traité de Lisbonne car selon ses propos « il permettrait de sortir l'Europe de l'impasse »

On peut aujourd'hui juger ses talents visionnaires, c'est oublier que la ratification du traité de Lisbonne par le Parlement malgré le non des Français a marqué en 2008 une rupture des citoyens avec le monde politique. Aujourd'hui les électeurs qui ont voté pour le changement au deuxième tour des élections présidentielles sont en droit de se sentir floués de voir le gouvernement adopter un traité cher à Nicolas SARKOZY, un traité qui incarne une politique européenne et néolibérale dont ils ne veulent pas. **Le passage en force du TSCG constituerait une faute politique majeure lourde de conséquences.**

Faute Economique aussi, parce que l'obligation de l'équilibre budgétaire permanent constitue une absurdité économique, elle prive la puissance publique des moyens indispensables pour mener des politiques qui améliorent les conditions de vie et de travail de chacun, favorisent des politiques industrielles garantissant des emplois pérennes, développent des services publics de qualité, une protection sociale efficiente et pour tous, des régimes de pensions justes et durables.

C'est un retour de plus d'un siècle en arrière depuis que Keynes a formulé la théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie.

Keynes a en effet démontré que dans les phases de grande dépression, l'Etat doit intervenir pour suppléer la baisse de la demande privée et stopper les anticipations auto-réalisatrices de la crise.

Cela ne sera plus possible en Europe sauf pour le libéral Royaume Uni qui a compris que cela n'était pas dans son intérêt

Sur un plan pratique, c'est ridicule car plutôt que d'abandonner les solutions qui ne marchent pas, le TSCG va renforcer la crise.

On en a l'inquiétante démonstration en Grèce, en Espagne, au Portugal et même en Italie où l'application de ces principes a conduit à faire plonger la croissance, exploser le chômage, et à augmenter l'endettement.

En réalité le remède sera pire que le mal.

On nous répète que la crise est due au laxisme budgétaire des états. En réalité il s'agit avant tout d'une crise des dettes souveraines suite au transfert des dettes bancaires vers l'état. C'est une crise liée aux écarts de compétitivité et au dumping fiscal entre les pays de la zone euro. C'est une crise du libéralisme, de la dérégulation des marchés financiers et de la concurrence acharnée entre les pays membres.

Quant aux remèdes, ils ne répondent à aucune logique économique mais ils relèvent de l'idéologie néolibérale visant à diminuer la production des services et des investissements publics, donc à privatiser les services publics et à ériger la libre concurrence comme modèle universel.

Les objectifs de réduction du nombre de fonctionnaires tiennent de cette idéologie alors qu'un redéploiement de ces personnels en fonction des attentes et des besoins garantirait le niveau de l'emploi et la certitude de services de qualité.

Pour notre collectivité, comme pour toutes les collectivités les répercussions du TSCG conduiront sans aucun doute à une nouvelle asphyxie financière, dans la lignée de celle de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) avec toutes les contraintes réduisant nos possibilités d'intervention en faveur des hommes et des territoires les plus fragiles, les plus démunis de notre département.

Je voudrais, en conclusion, affirmer avec détermination que non c'est non à ce traité et formuler l'espoir que l'ampleur du mouvement de résistance à celui-ci soit entendue par les parlementaires de la majorité de gauche et que la voix du peuple soit respectée.